

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 18/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BIMA 83**

9 RUE DE L'INDUSTRIE  
68700 Cernay

Références : 0006700522\_2024\_10\_11\_BIMA\_Cernay\_VIIC\_Legio  
Code AIOT : 0006700522

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement BIMA 83 implanté 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La légionellose est une maladie qui reste mortelle (taux de létalité de 10 % chaque année en France). Le taux d'incidence est élevé dans l'Est de la France. En région Grand-Est, en 2022, le taux d'incidence s'élevait à 4,6 cas pour 100 000 habitants, pour une moyenne nationale à 2,7 cas pour 100 000 habitants.

Les tours aéroréfrigérantes (TAR) sont susceptibles de favoriser le développement des légionelles et la DREAL a choisi de mener une action collective en 2024 afin de vérifier que les risques de prolifération des légionelles sont maîtrisés pour ces installations. Ainsi, il est prévu 25 contrôle de TAR dans le Haut-Rhin.

Par ailleurs, les résultats des analyses légionelles effectués au niveau des TAR doivent être transmis via l'outil Gidaf, qui est consulté par l'Agence régionale de Santé lorsqu'il y a un cas de légionellose déclaré. Il est donc important que ces résultats soient disponibles et représentatifs de l'eau dispersée dans les TAR.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIMA 83
- 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006700522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine BIMA, est un site de production de colorant chimique. Le site fournit ces colorants au groupe BIC dont il fait partie, mais également à d'autres clients externes au groupe. Le site est soumis à autorisation et exploite un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement qui concourent à la fabrication des colorants. Il est par ailleurs soumis aux directives dites SEVESO (seuil Haut) et IED (pour la fabrication de produits chimiques organiques).

**Thèmes de l'inspection :**

- Légionelles / prévention légionellose avec pour référence réglementaire l'Arrêté Ministériel du 14/12/2013 ;

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi de la concentration en <i>Legionella Pneumophilla</i>	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : point 3.7.I.3.a et b	Demande d'action corrective	1 mois
2	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : point 3.7.I.2.b	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : point 3.7.I.2.c	Sans objet
4	Entretien / état de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 : point 3.7.I.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site, et l'examen des documents portés à la connaissance de l'Inspection mettent en avant des non-conformités pour deux des prescriptions contrôlées. Ces non-conformités concernent l'identification sur site du point de prélèvement et la justification de la stratégie de traitement. L'Inspection demande en conséquence des actions correctives de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suivi de la concentration en *Legionella Pneumophilla***

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.3.a et b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. [...] Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</p>

Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.

**Constats :**

En amont de la visite, l'Inspection a contrôlé par échantillonnage sur GIDAF les analyses des *Legionella pneumophila* de 2020 à août 2024 pour la TAR dite "tour FAB". L'Inspection constate des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* au moins une fois tous les deux mois. L'Inspection n'a pas constaté de déclaration de dépassement en concentration de Légionelle.

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection le PID (schéma de tuyauteries et instrumentations). Après analyse de ce document, l'Inspection constate que le point de prélèvement est identifié dans le bassin de récupération de l'eau après le passage dans la tour. Ce point n'est pas représentatif du risque de dispersion des Légionelles dans l'environnement.

Au cours de l'Inspection, l'exploitant a remis en cause la validité de son PID et a précisé que le point de prélèvement se faisait par un robinet sur la conduite menant l'eau à la tour, et donc juste avant la dispersion. L'Inspection a constaté la présence de ce robinet et son emplacement. L'Inspection a constaté la présence d'un repère "Point de prélèvement" proche du robinet, a été également constaté que l'inscription pouvait correspondre à un prélèvement dans le bassin de récupération des eaux de la TAR. L'Inspection constate donc que l'inscription ne permet pas d'identifier le point de prélèvement et que l'exploitant ne respecte donc pas entièrement la prescription contrôlée.

Postérieurement au contrôle du point de prélèvement, l'exploitant a présenté à l'Inspection la mise à jour de son PID corrigeant l'emplacement du point de prélèvement.

L'Inspection constate que l'exploitant ne respecte pas complètement la prescription contrôlée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il revient à l'exploitant d'identifier précisément par un marquage le point de prélèvement sur son installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Stratégie de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.b

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du

risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

[...]

### **Constats :**

En amont du contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection sa stratégie de traitement. Après contrôle de ce document, l'Inspection constate que :

- la stratégie de traitement n'est pas formellement décrite, sont notamment manquants : les quantités à injecter ou concentration de produit à obtenir, la fréquence d'injection, la méthode d'injection, quels sont les produits utilisés parmi ceux présentés...
- les différents traitements ont été déterminés avec le logiciel « Cooling Water Optimizer » en fonction du traitement adaptés à la qualité d'eau d'appoint et du "RC optimum" ( ce point n'est pas plus détaillé).
- il est précisé que les produits des traitements préventif et curatif sont constitués de principes actifs compatibles entre eux et avec l'ensemble des matériaux de l'installation;
- l'efficacité des produits NALCO ST40, NALCO 77352, NALCO 77393 et NALCO 2510 contre la prolifération des bactéries légionella est attesté par des articles parus dans la littérature et par l'expérience du bureau d'étude NALCO en France et dans d'autres pays;
- il est précisé que « La concentration d'actifs maintenue en circuit aux dosages recommandés permet d'éviter dans la plupart des cas le développement de nombreuses espèces de micro-organismes »

En salle, l'exploitant a précisé que les produits utilisés en stratégie de traitement préventive sont les produits ST40 (un biocide) et 3DT426 (un anti-tartre/anticorrosion). L'Inspection constate que le produit 3DT426 n'est pas présenté dans la stratégie de traitement de l'exploitant. L'exploitant a précisé que les produits étaient injectés automatiquement selon la quantité d'eau d'appoint ajouté calculé avec un débitmètre, il a précisé également que la quantité de produit restant était vérifiée quotidiennement par un agent.

L'Inspection a demandé si les produits utilisés avaient des éventuels produits de décomposition, l'exploitant n'a pas été capable de répondre.

Sur le terrain, l'Inspection a constaté que les produits injectés étaient identifiés comme du ST40 et du 3DT426.

Au regard de ces constats, l'Inspection constate que l'exploitant ne respecte pas totalement la prescription contrôlée.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il revient à l'exploitant de préciser sa stratégie de traitement avec les produits utilisés, les quantités, la méthode d'injection, les produits de décomposition susceptible de se retrouver dans les rejets de l'installation et de les quantifier ainsi que tout éléments permettant la mise en

conformité avec la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Nettoyage annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont du contrôle, l'exploitant a transmis son rapport annuel de nettoyage chimique et mécanique datant de septembre 2024 pour des interventions des 25 juillet et 6 août 2024 et 19 et 20 septembre 2024. Après contrôle de ce document, l'Inspection constate qu'il est notamment précisé que les zones de travaux sont signalées et que des bâches sont utilisées lors du nettoyage mécanique avec des jets à haute pression. Ce document n'appelle pas d'autres remarques de la part de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Entretien / état de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant s'assure auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini au 2.5.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont du contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection le document "Rapport 22 mai 2024 Cernay contrôle intermédiaire tours aéroréfrigérantes". Après contrôle de ce document, l'Inspection constate qu'une dégradation extérieure de la tour FAB avait été relevée, en particulier : "la virole est corrodée, et de manière générale, hormis le bâti de la TAR qui est en polyester armé de fibre de verre, les parties métalliques : Supports séparateurs de gouttes et packing, tuyauterie externe, débitmètre, armatures métalliques, passages de câbles plots, sont aussi corrodés. Le gel</p>

coat est à reprendre. La couche superficielle se délitant peut venir obturer : les crépines, le filtre externe, le corps d'échange, les pompes".

Le document inclue un devis pour des travaux de remplacements prévus en août 2024.

En salle, l'exploitant a présenté à l'Inspection le rapport des travaux attestant des changements extérieurs, des cornières, du gel coat... Le contrôle de ce document n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

Sur place, l'Inspection a contrôlé la tour FAB, l'Inspection constate que les non-conformités relevées par l'exploitant en mai 2024 ont été soldées par l'exploitant. La tour étant fermée l'Inspection n'a pas pu examiner en détails l'intérieur.

**Type de suites proposées :** Sans suite